

Veille Artisanat

BIBLIOGRAPHIE

- SELECTION DE TRAVAUX -

Création - reprise d'entreprise
dans l'artisanat et les TPE

Novembre 2022



Chambres
de **Métiers**
et de l'**Artisanat**

Le service Veille Artisanat de CMA France vous propose une sélection de données clés et de travaux récents (postérieurs à 2016) sur la création-reprise d'entreprise dans l'artisanat et les TPE, issus de son fonds documentaire [InfoArtisanat](#).

Suivez l'actualité de la création-reprise d'entreprise sur la plateforme [Veille Artisanat](#) de CMA France

TABLE DES MATIERES

1-Politiques publiques.....	4
2-Données nationales.....	5
3-Données régionales.....	8
4-Données sectorielles	11
5-Image de l'entrepreneuriat	14
6-Publications scientifiques.....	17

1 - POLITIQUES PUBLIQUES

Transmission d'entreprise : 11 recommandations pour la sécuriser et la simplifier [Sénat]

Le 6 octobre 2022, la Délégation aux entreprises (DAE) du Sénat a adopté le rapport d'information de la mission de suivi sur le thème de la transmission d'entreprise, dans lequel elle a dressé le bilan des évolutions constatées depuis l'adoption de son premier rapport en 2017 et de la proposition de loi associée en 2018.

Elle reconnaît la modernisation du cadre législatif, mise en œuvre dans le prolongement des propositions émises en 2017, mais considère que la situation reste inquiétante : diminution constante du nombre de cessions (- 19 % entre 2010 et 2019, puis - 16 % entre 2020 et 2021), démographie alarmante des chefs d'entreprise (un quart ont plus de 60 ans, 11 % plus de 66 ans, 700 000 entreprises à céder d'ici 10 ans), une communication sur la reprise d'entreprise trop faible, une crise sanitaire et économique fragilise financièrement les entreprises, incite les dirigeants à céder plus tôt et augmente le ressenti du phénomène de prédation.

11 recommandations sont donc émises pour sécuriser et simplifier la transmission d'entreprise :

- Sanctuariser le Pacte Dutreil et organiser une campagne d'information des dirigeants d'entreprise
- Consolider et clarifier dans la loi la définition de la holding animatrice et son application dans le cadre du Pacte Dutreil
- Sécuriser, via un rescrit spécifique, l'appréciation administrative du caractère animateur de la holding
- Abroger le dispositif d'obligation d'information préalable des salariés de la loi dite "Hamon"
- Sécuriser les dispositifs de financement de la transmission par Bpifrance
- Faciliter la transmission des fonds de commerce en pérennisant la déductibilité de l'amortissement
- Harmoniser les droits d'enregistrement avec un taux unique
- Faciliter la reprise par les salariés (pérennisation du crédit d'impôt en faveur des sociétés rachetées par les salariés, relèvement de 300 k€ à 500 k€ des abattements fiscaux en cas de reprise par les salariés, incitation au fléchage des abondements en droits complémentaires du CPF vers les formations à la reprise)
- Encourager l'anticipation des dirigeants en leur offrant un "chèque conseil pour la transmission" entre 55 et 65 ans
- Faciliter la transmission à un fonds de pérennité
- Simplifier les démarches des cédants et repreneurs en structurant la coordination, au niveau national et régional, entre les différents acteurs publics et privés de la transmission d'entreprise, via une charte nationale signée par tous les acteurs publics et privés de la transmission (dont les CMA) qui définirait les modalités d'une véritable politique publique de la reprise d'entreprise, avec déclinaison régionale.

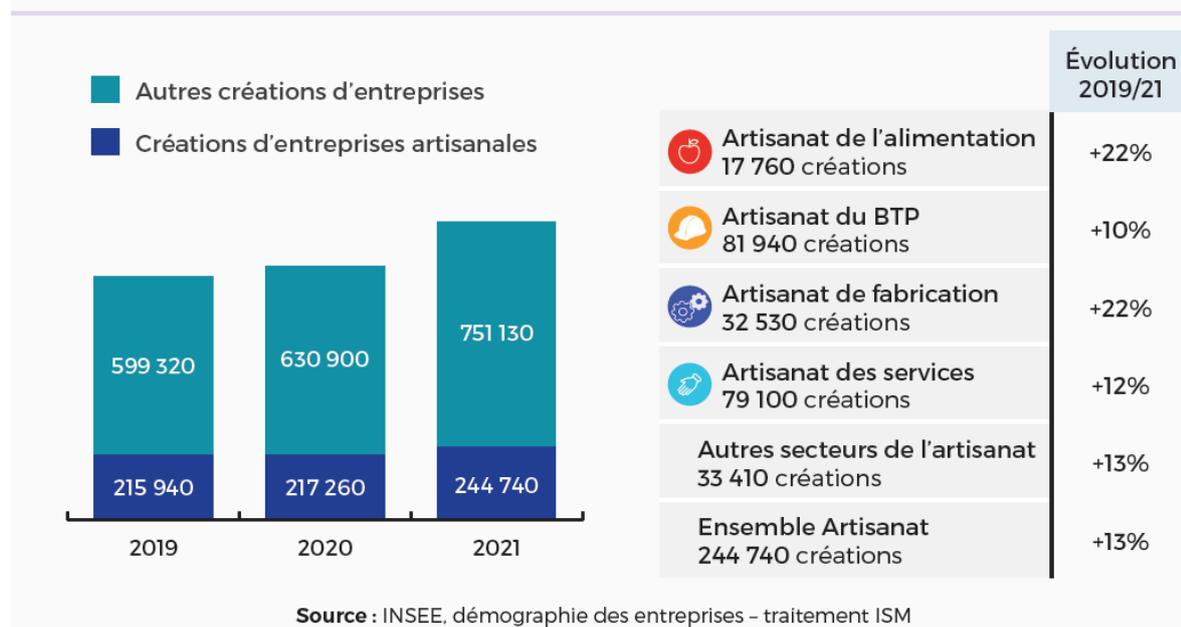
Source : **Rapport d'information fait au nom de la délégation aux entreprises par la mission de suivi relative à la transmission d'entreprise**. / Sénat, Canévet Michel, Cardon Rémi. - Paris : Sénat, 07/10/2022, 67 p. (Rapport d'information (Sénat)). En ligne sur le site du [Sénat](#)

2 - DONNEES NATIONALES

Près de 245 000 créations d'entreprises artisanales en 2021 [Baromètre de l'artisanat ISM/MAAF]

Le Baromètre de l'artisanat, consacré à la création d'entreprise, montre une hausse de 13 % des créations d'entreprises artisanales en 2021 par rapport à 2019. Seules la région Ile-de-France et la Guadeloupe affichent une baisse des créations d'entreprise.

Évolution des créations d'entreprise entre 2019 et 2021 par secteur et évolution 2019/2021



Les communes rurales enregistrent le plus grand nombre de créations d'entreprises artisanales (+ 23 %), suivies par les petites villes de moins de 10 000 habitants (+ 21 %). Ce dynamisme entrepreneurial peut s'expliquer par le départ de citoyens vers les campagnes, le développement du télétravail (conséquences de la crise sanitaire) et la croissance des activités du bâtiment dans les communes rurales.

Toutes les activités (à l'exception des activités de taxis-VTC et de la coiffure qui ont été fortement touchées par la crise sanitaire du Covid-19) sont concernées par cette croissance, même si elle est plus forte dans les secteurs de l'alimentation et de la fabrication (+ 22 %).

63 % des créateurs ont choisi le régime de la micro-entreprise. Les taux de pérennité des entreprises à 3 ans et 5 ans sont supérieurs dans l'artisanat à ceux de la moyenne des secteurs d'activité. "Près d'un créateur sur trois (hors micro-entreprises) avait déjà créé une entreprise par le passé (...); un sur dix pilote plusieurs entreprises en même temps.

Source : **Les chiffres de la création d'entreprise**. / ISM, MAAF. - in : ISM, 01/05/2022, 4 p. - (Baromètre de l'artisanat (ISM)) - En ligne sur le site de l'[ISM](#)

Ventes et cessions de fonds de commerce : bilan 2021

Publiés par Altares, les chiffres des ventes et cessions d'entreprises en France sur 2021 sont en hausse de 9,6 % après plusieurs années consécutives de baisse. Les incertitudes liées à la crise sanitaire et aux variants n'ont cependant pas permis de retrouver le niveau de 2019. Pour la première fois, le montant moyen des transactions dépasse les 200 000 €.

Avec 214 893 € en moyenne, la boulangerie-pâtisserie occupe la 9ème place du Top 10 des secteurs où les prix de cession sont les plus élevés.

Tous les secteurs, à l'exception de l'hébergement-restauration, sont concernés par le rebond des transmissions. La boulangerie-pâtisserie, la coiffure, les garagistes automobiles et les boucheries font partie des secteurs d'activité où les échanges de fonds de commerce sont les plus nombreux en 2021. 1/5 des transactions ont été conclues dans les 50 plus grandes villes de France. Les communes rurales de moins de 3 000 habitants, si elles représentent 90 % des communes françaises, ne concentrent que 25 % des cessions de fonds de commerce.

Les reprises sont en net rebond chez les PME (+ 21 % chez les PME d'au moins 20 salariés), les acheteurs de moins de 6 salariés étant toujours signataires du plus grand nombre de transactions (près de 25 000).

L'Ile-de-France et l'Auvergne-Rhône-Alpes sont les régions concentrant le plus de transactions, devant l'Occitanie, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Nouvelle-Aquitaine. Les prix de vente moyen les plus élevés sont constatés en Ile-de-France et Pays de la Loire.

Source : **Ventes et cessions de fonds de commerce. Bilan 2021.** / Altares. - in : ALTARES, 09/06/2022, 19 p. - En ligne sur le site d'[Altares](#) (accès gratuit après identification)

Profil des femmes créatrices d'entreprise dans les entreprises de proximité [Etude U2P/ISM]

Le panorama de la place des femmes dans les entreprises de proximité, dressé par l'U2P en collaboration avec l'ISM, dresse le portrait des femmes créatrices d'entreprise.

Les créatrices se lancent généralement plutôt en seconde partie de carrière et sont globalement moins expérimentées que les hommes. Elles mobilisent moins de moyens financiers pour créer leur entreprise. Une enquête complémentaire U2P/ISM/MAAF souligne les motivations de leur projet d'installation : avant tout le désir d'indépendance, la passion pour le métier et le besoin d'accomplissement.

Source : **Les entreprises de proximité au féminin. Artisanat - Commerce - Professions libérales.** / U2P, ISM. - Paris : U2P, 01/03/2022, 54 p. (Etudes & chiffres clés (U2P)). - En ligne sur le site de l'[ISM](#)

Les immatriculations des travailleurs indépendants dopées par les micro-entrepreneurs pendant la crise sanitaire

+ 10,4 %



immatriculations
des travailleurs indépendants
pendant la crise sanitaire

Durant la première année de la crise sanitaire du Covid-19 (avril 2020 - mars 2021), les créations d'entreprise ont fortement augmenté (790 000 immatriculations, + 10,4 % par rapport au 12 mois précédents). On constate une augmentation des immatriculations des auto-entrepreneurs [AE] (+ 15,2 %) tandis que celles des entrepreneurs "classiques" reculent de 9,2 %.

Les immatriculations sont portées par certains secteurs (commerce de détail non spécialisé, activités de poste et courrier, commerce de gros) tandis que d'autres ont perdu en

attractivité, comme les taxis et VTC (- 35,1 %).

La part des auto-entrepreneurs dans l'ensemble des créateurs est variable selon les secteurs : 64,5 % dans les métiers de bouche, 82,3 % dans les travaux de finition du BTP, 70 % chez les taxis-VTC, 88,1 % dans la coiffure-soins du corps, 94,8 % chez les réparateurs (hors automobile).

La part des AE économiquement actifs reste stable, mais les chiffres d'affaires moyens sont en baisse (- 12,8 %), surtout dans la restauration, chez les taxis et le transport routier de fret.

Les deux tiers des nouveaux immatriculés sur la période avril 2020-mars 2021 sont des artisans ou des commerçants (68 % parmi les auto-entrepreneurs et 58 % parmi les travailleurs indépendants "classiques"). L'âge moyen des créateurs a baissé. La part des créateurs indépendants également salariés reste stable (52 %) ; 38 % d'entre eux étaient en chômage partiel durant la période étudiée.

Source : **L'auto-entrepreneuriat dynamise les immatriculations de travailleurs indépendants durant la crise sanitaire (avril 2020 à mars 2021)** / Urssaf Caisse nationale, Blanc Arnaud, Koch Mathian Marine.- in : Stat'Ur, n° 341, 25/03/2022, 10p. - En ligne sur le site de l'[Urssaf Caisse nationale](#)

Dispositif ARDAN : 18 906 projets détectés au 31 décembre 2021

Le dispositif Ardan vise à faire émerger et à concrétiser des projets de nouvelles activités dans le tissu des entreprises artisanales, des TPME-PMI, des entreprises agricoles, des entreprises et associations de l'Economie Sociale et Solidaire.

Au 31 décembre 2021, 18 906 projets ont été détectés et 13 478 entreprises ont été accompagnées. Le Grand Est est la région la plus active. 67 % des entreprises bénéficiaires ont moins de 10 salariés et près de 43 % relèvent du secteur des services aux entreprises, 18,9 % de l'industrie et 16,6 % du BTP. Le dispositif a permis de concrétiser 88 % d'emplois en CDI ou en CDD supérieur à 6 mois. Au total, ce sont plus de 13 500 emplois induits générés par les projets développés.

Source : **Statistiques ARDAN 2021**. - in : ARDAN France, 01/01/2022, 2 p. - En ligne sur le site [ARDAN France](#)

7 800 cessions de TPE sans salarié en 2019 [Rapport annuel PME Bpifrance]



On constate une baisse globale du nombre de cessions d'entreprises de 2010 à 2019, surtout dans les TPE sans salarié, qui passent de 15 600 cessions à 7 800 en l'espace de 10 ans. En revanche, les cessions de TPE employeuses sont stables sur la décennie, tandis que celles des PME sont en légère hausse, malgré une première période de recul.

En 2020, la baisse globale des cessions est de 16 %, malgré une hausse des fusions-scissions de 7 % (et jusqu'à + 15 % dans les TPE). On constate que les cessions d'entreprises de 5 salariés et moins ont reculé de 20 % en 2020 alors que la baisse est plus mesurée pour les TPE qui emploient de 6 à 9 salariés et pour les petites entreprises (respectivement - 7 % et - 4 %).

Source : **Cessions des PME et des ETI en 2019** / Tourdjman Alain, Laugier Julien - in : PME 2020 - Rapport annuel sur l'évolution des PME - Maisons -Alfort : Bpifrance, 29/04/2021 - En ligne sur le site de [Bpifrance](#)

177 500 unités légales artisanales ont été créées en 2018 [INSEE]

L'édition 2020 des Tableaux de l'Economie Française (TEF) fournit des statistiques sur différents aspects de l'économie française, dont l'artisanat et sa démographie :

« En 2018, 177 500 unités légales artisanales ont été créées, dont 46 900 immatriculées sous le régime du micro-entrepreneur. La part des unités artisanales créées sous ce régime était en forte baisse depuis 2014 : 26 % en 2017, après 31 % en 2016, 38 % en 2015 et 50 % en 2014 ; elle se stabilise en 2018 (26 %). Les secteurs de la construction, du commerce, transport, hébergement et restauration et de l'industrie concentrent près des trois quarts des créations d'entreprises (au sens d'unités légales) artisanales. L'artisanat représente 26 % des créations annuelles d'unités légales en 2018. »

Source : **Tableaux de l'économie française. Edition 2020. Artisanat**. / INSEE. - in : INSEE, 27/02/2020, 2 p. - (INSEE Références (INSEE)) - En ligne sur le site de l'[INSEE](#)

5 650 cessions de TPE artisanales recensées en 2016 [Observatoire BPCE]

L'Observatoire BPCE (groupe bancaire) publie la cinquième édition de ses Carnets de l'Observatoire sur la cession-transmission d'entreprises en France : 39 726 opérations ont été recensées en 2016 pour les TPE, dont 5 650 pour des TPE artisanales. On constate une baisse du nombre de reprises depuis 2013. Toutes tailles d'entreprises confondues, le nombre de cessions-transmissions est en effet passé de 76 105 en 2013 à 50 877 en 2016. Le taux de cession est moins lié à l'âge du dirigeant qu'à la taille de l'entreprise, la fréquence des opérations augmentant avec le nombre de salariés (0,8 % pour une entreprise sans salarié, 1,9 % pour une TPE de 1 à 5 salariés, 3 % pour une TPE de 6 à 9 salariés, 4,6 % de 10 à 49 salariés).

L'étude apporte également des éléments sur les mutations sectorielles de la reprise ainsi qu'une analyse territoriale de la cession-transmission, mettant en évidence de fortes disparités. Elle propose un focus sur le vieillissement des dirigeants. Plus d'un dirigeant sur 5 a plus de 60 ans en 2016 (contre 15 % en 2005) ; la probabilité de cession décroissant fortement après 65 ans, le renouvellement démographique du tissu de PME pourrait être compromis.

Source : **La cession-transmission des entreprises en France**. / BPCE L'observatoire. - in : BPCE, 14/05/2019, 24 p. - En ligne sur le site de [BPCE](#)

3 - DONNEES REGIONALES

Centre-Val-de-Loire : données sur la création-reprise des entreprises artisanales



8 200 immatriculations en 2021



Taux de reprise 2015-2018 : 31,6 %



Taux de pérennité à 5 ans :

- entreprises classiques : 58 %
- micro-entreprises : 31%

L'Observatoire de l'artisanat de la Chambre de métiers et de l'artisanat Centre - Val de Loire publie régulièrement des données sur la création-reprise des entreprises artisanales, notamment :

- des données sur le renouvellement des entreprises artisanales, sous la forme d'une infographie. En 2021, plus de 8 200 entreprises artisanales se sont immatriculées. Le nombre de radiations s'élève à un peu moins de 4 500 entreprises artisanales. 61 % des entreprises classiques accompagnées par les Chambres de métiers et de l'artisanat en création/reprise sont toujours en activité, 3 ans après (Stages SPI pour les artisans). Ce taux est de 58 % pour les micro-entreprises.

Source : **Le renouvellement des entreprises artisanales. 2021** / CMA Centre - Val de Loire. - in : CMA Centre - Val de Loire, 01/10/2022, 1p. - En ligne sur le site de la [CMA Centre - Val de Loire](#)

- des indicateurs [*] sur la pérennité des entreprises artisanales, créées en 2014, 5 ans après leur installation, sous la forme d'une infographie. 6 entreprises classiques sur 10 sont toujours en activité, 5 ans après leur installation. Le taux de pérennité moyen est de 58 % au niveau régional. Une expérience de plus de 10 ans dans un métier augmente de 4 points le taux de survie/pérennité (de 58 % à 62 %) de l'entreprise.

[*] à partir de l'étude "En 2019, 61 % des entreprises classiques sont encore actives cinq ans après leur création" (INSEE Centre - Val de Loire, INSEE Analyse, n°84, mars 2022)

Source : **La pérennité des entreprises créées en 2014 5 ans après l'installation.** / INSEE Centre - Val de Loire. - in : CMA Centre - Val de Loire, 31/03/2022, 3p - En ligne sur le site de la [CMA Centre - Val de Loire](#)

- une étude sur la transmission des entreprises artisanales de la région au travers de l'analyse de l'activité de Transentreprise. Ce réseau, géré par les CCI et les Chambres de métiers et de l'artisanat, diffuse des offres de ventes d'entreprises commerciales, artisanales, hôtelières et industrielles. Un focus sur les entreprises artisanales de la région qui y sont inscrites permet de dresser le profil des cédants et des entreprises à reprendre : près de 700 offres sont actives. Le taux de reprise 2015-2018 s'élève à 31,6 %. En moyenne, sur la période 2015-2019, près de trois quarts des futurs cédants ont plus de 50 ans. Le départ en retraite est le motif principal de cessions d'entreprise. Les entreprises à céder sont 85 % à être actives depuis plus de 10 ans. Les entreprises à transmettre ont essentiellement pour clientèle des particuliers. De nombreux fonds de commerce de moins de 250 m² sont à céder. 68 % des offres sont proposées à des prix inférieurs à 100 000 euros.

Source : **La Transmission des entreprises Artisanales en Centre-Val de Loire : L'analyse de l'activité de la CMA via Transentreprise.** / Observatoire des métiers et de l'artisanat en région Centre-Val de Loire. - in : CMA Centre - Val de Loire, 01/12/2020, 11p. - En ligne sur le site de la [CMA Centre Val de Loire](#)

Grand Est : 24 % des dirigeants d'entreprises artisanales ont plus de 55 ans

En région Grand Est, 91 000 PME emploient 41 000 salariés. Ce sont en majorité des SARL ou des entreprises individuelles. Les dirigeants sont âgés en moyenne de 48 ans (comme dans l'ensemble des régions métropolitaines). 47 % sont seniors (50 ans ou plus), signe d'un potentiel important de transmissions d'entreprises.



En Grand Est,
1 dirigeant sur 10
envisage de transmettre
son entreprise artisanale

Selon les résultats de l'enquête OPAGE (1^{er} semestre 2022), 9 % des dirigeants d'entreprise artisanale envisagent de transmettre leur entreprise. Pour 51 % d'entre eux, ce projet est prévu à très court terme (dans les 2 ans). 68 % n'ont pourtant pas de piste de repreneur. 24 % des dirigeants ont 55 ans et plus.

Sources :

L'âge élevé des dirigeants de PME se traduit par un potentiel important de transmissions d'entreprises. / INSEE Grand Est, Région Grand Est, CCI Grand Est, CMA Grand Est. - in : INSEE Analyses Grand Est, 12/05/2022, n°143, 4 p. - En ligne sur le site de l'[INSEE](#)

L'artisanat en Grand Est. Conjoncture économique et emploi. - in : site CMA Grand Est, 25/10/2022, 6 p. En ligne sur le site de la [CMA Grand Est](#)

Pays de la Loire : chiffres clés de la création-reprise dans l'artisanat 2021



Dans les Pays de la Loire, **91 %** des entreprises artisanales transmises sont toujours actives 3 ans après leur reprise.

En 2020, l'artisanat des Pays-de-la-Loire a enregistré 9 347 créations-reprises d'entreprises, en majorité dans l'artisanat commercial et les services aux particuliers. 78 % des créations se font sous la forme d'entreprise individuelle, tandis que 90 % des reprises sont sous forme de société.

76 % des entreprises sont encore en activité 3 ans après leur création (et 91 % pour les reprises). 33 % des créateurs sont des femmes et 41 % ont moins de 35 ans.

Source : **L'artisanat dans les Pays de la Loire. Les chiffres clés de la création-reprise.** / CMA Pays-de-la-Loire. - in : CMA Pays-de-la-Loire, 01/09/2021, 4 p. - En ligne sur le site de la [CMA des Pays-de-la Loire](#)

Occitanie : transmission et reprise d'entreprise [Etude]

Une étude menée par l'INSEE Occitanie, en partenariat avec les Chambres de métiers et de l'artisanat, les CCI et l'ORIFF-PL LR, fait le point sur la transmission et la reprise d'entreprise dans la région où 80 700 emplois sont potentiellement en jeu dans les prochaines années.

En Occitanie, 34 800 entreprises, dont 32 831 ont entre zéro et 5 salariés, sont susceptibles d'être transmises au cours des prochaines années suite au départ à la retraite de leur dirigeant non-salarié. Il s'agit des entreprises dont le dirigeant est âgé de 55 ans ou plus. Le commerce et notamment le commerce de détail alimentaire est le secteur d'activité où les entreprises à transmettre seraient les plus nombreuses. De nombreuses entreprises artisanales de maçonnerie, d'électricité, de peinture et de menuiserie ont un dirigeant approchant de la retraite. La part des dirigeants seniors est élevée dans le secteur des services aux entreprises. Elle est globalement plus faible dans la restauration et les services aux particuliers. Un tiers des entreprises relevant de l'industrie est dirigé par un senior. La taille moyenne de ces entreprises est de 2,9 personnes.

La part des entreprises susceptibles d'être transmises dans les prochaines années est plus importante dans les zones rurales que dans les zones les plus urbanisées de la région.

Des mesures d'accompagnement afin de dynamiser et de faciliter la transmission d'entreprise sont mises en place au niveau régional : le plan "Entreprenez en Occitanie", le [Contrat Transmission-Reprise d'entreprises](#)

Source : **Transmission et reprise d'entreprise : 80 700 emplois potentiellement en jeu dans les prochaines années.** / Frénois Laurent, INSEE Occitanie, CRMA Occitanie/Pyrénées-Méditerranée. - in : Insee Analyse Occitanie, 01/12/2018, n°66, 6p.- En ligne sur le site de l'[INSEE](#)

Bretagne : transmission d'entreprise [Etude]

La Chambre des métiers et de l'artisanat et la Chambre de commerce et d'industrie de Bretagne ont réalisé conjointement une étude par enquête sur une estimation du marché potentiel de la transmission dans la région, du point de vue des cédants et des repreneurs.

L'approche par l'âge du chef d'entreprise révèle un marché de près de 32 200 entreprises à reprendre notamment dans le secteur des services. Plus du tiers des chefs d'entreprise se déclarant "cédants ou potentiellement cédants" avancerait un motif de cession sans lien avec la retraite. La volonté de changer d'activité est citée dans plus de 50 % des cas.

Le taux de cession à 5 ans s'élève à 96 %. Près des deux tiers des chefs d'entreprise concernés par la question de la transmission ne s'y sont pas préparés. Parmi les difficultés avancées par les cédants, se trouvent l'identification d'un repreneur, l'évaluation de la valeur de l'entreprise à céder ou encore le repérage des interlocuteurs pour avoir des conseils.

Trois motivations guident le futur repreneur dans sa démarche : la volonté d'être indépendant, la volonté de développer une entreprise existante, le souhait de travailler dans un secteur d'activité qui

leur plaît. Selon le secteur d'activité, le lien entre le repreneur et la future entreprise varie. Dans la construction, la proportion d'anciens salariés ayant repris leur entreprise atteint 50 % contre 41 % dans l'industrie et seulement 20 % pour le commerce.

Source : **La transmission d'entreprise en Bretagne**. / CRMA Bretagne, CCI Bretagne. - in : CRMA Bretagne, 01/03/2018, n°14p. - En ligne sur le site de la [CMA Bretagne](#)

4 - DONNEES SECTORIELLES

➔ Alimentation

Alimentation : données sur les créations d'entreprises en 2020 [Tableaux de bord CGAD 2021]

L'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la CGAD publie 6 tableaux de bord de l'alimentation : boucherie, charcuterie de détail, chocolaterie-confiserie, poissonnerie, pâtisserie, boulangerie-pâtisserie artisanale. Ces baromètres visent à chiffrer le poids et l'évolution économiques de ces entreprises, à dresser un portrait des salariés des branches, à évaluer l'implication de ces entreprises en matière d'apprentissage.

Les tableaux fournissent des données sur le nombre d'immatriculations (créations et reprises) de 2006 à 2020 dans les 6 branches étudiées

Sources : **Tableaux de bord 2021** / Observatoire Prospectif Des Métiers (CGAD), ISM. - Paris : Observatoire prospectif des métiers et des qualifications dans les métiers de l'alimentation, 01/08/2021, 32 p. chacun - En ligne sur le site de l'Observatoire des métiers de l'alimentation en détail :

- [Boucherie](#)
- [Boulangerie-Pâtisserie artisanale](#)
- [Charcuterie de détail](#)
- [Chocolaterie-confiserie](#)
- [Pâtisserie](#)
- [Poissonnerie](#)

[Covid-19] Impact variable de la crise sanitaire sur les entreprises alimentaires de proximité [Baromètre CGAD]

Les données du baromètre CGAD des entreprises alimentaires de proximité dressant un bilan de l'année 2020 et de la crise sanitaire révèlent un recul de 11 % des créations d'entreprises (avec cependant une hausse dans les secteurs des cavistes, bio, épicerie, fromagers et primeurs).

	Créations	
	Nombre	Évolution
Boucherie, charcuterie, traiteur, poissonnerie	5 010	-5%
Boulangerie, pâtisserie, chocolaterie, glacierie	2 350	-6%
Cavistes, bio, épicerie, fromagers, primeurs	6 330	1%
Marchés	3 440	-14%
Hôtellerie-restauration	9 420	-23%
Fabrication de produits alimentaires	2 370	4%
Ensemble	28 920	-11%

Source : créations, INSEE Démographie ; radiations : SIRENE ; Défaillances : Banque de France.

Source : **Bilan de l'année 2020 et de la crise sanitaire.** / CGAD, ISM. - in : CGAD, 21/09/2021, 4 p. - En ligne sur le site de la [CGAD](#)

Un tiers des boucheries seront à reprendre d'ici 10 ans

Le secteur de la boucherie artisanale affiche un dynamisme plus prononcé qu'auparavant et un regain d'attractivité. Malgré des ventes en recul de 1,5 % en 2016, le contexte est structurellement favorable, les clients ayant aujourd'hui un niveau d'exigence plus élevé en ce qui concerne la qualité des produits, leur traçabilité, le conseil... Les établissements implantés dans les centres-villes et les gros bourgs ruraux sont plus optimistes que ceux des quartiers périphériques et des petits villages. Les clients sont davantage attirés par les bouchers ayant une capacité à innover, à les surprendre et à communiquer sur leur offre commerciale. Les nouveaux arrivants dans la profession (dont environ 1 500 personnes en reconversion professionnelle) réinventent donc le métier et sont autant de repreneurs potentiels pour les 6 300 commerces qui seront à reprendre dans 10 ans.

Source : **La boucherie cherche des repreneurs !** / Negrouche Nasser. - in : CGA Contact, 01/07/2017, n°121, 2 p. En ligne sur le site de la [FCGA](#)

→ Bâtiment

BTP : reprise par les salariés d'entreprises viables économiquement [Etude]



43 000 à 46 000
entreprises
potentiellement
fermées, faute de
repreneurs

70 % des entreprises artisanales sont,
au moment de leur cession,
en bonne situation financière

Une étude de l'Observatoire des métiers du BTP, portant sur la reprise par les salariés d'entreprises viables économiquement, dresse un état des lieux des pratiques de reprise par les salariés (cession d'entreprise, reprise individuelle ou collective et profils de repreneur, statuts choisis, information et accompagnement [*], durée de transmission, recours à la formation par les salariés repreneurs), présente les atouts et les freins (du côté des cédants et du côté des salariés), effectue un rappel pour les cédants et les salariés pour les aider à préparer leurs projets de transmission et de reprise.

49 projets de cession d'entreprises par un ou plusieurs salariés ont été observés dans le cadre de cette étude. Le panel présente autant d'entreprises du bâtiment que des travaux publics, de toutes tailles (de 1 à 199 salariés), de tout milieu d'implantation territoriale (urbain comme rural), de tout statut juridique, et transmises pour différents motifs possibles de cession (départ à la retraite du dirigeant, raisons économiques ou personnelles).

[*] *Expert-comptable, organisations professionnelles représentatives des employeurs, organismes consulaires, conseils régionaux, médiateur, courtier en prêt, avocat.*

Source : **La reprise par les salariés d'entreprises viables économiquement.** / Observatoire des métiers du BTP, Katalyse. - Paris : Observatoire des métiers du BTP - Constructys, Janvier 2021, 36p. En ligne sur le site de [l'Observatoire des métiers du BTP](#)

Coiffure : 7 594 immatriculations en 2021 [Chiffres clés UNEC]

Les chiffres clés 2021 de l'UNEC – Union des entreprises de coiffure font état de 7 594 immatriculations en 2021. Après la hausse constatée en 2018 et 2019, puis une baisse de 9 % en 2020, sans doute en raison de la crise sanitaire, on constate une hausse de 5 % des créations en 2021. Le taux de création est de 7,6%, stable par rapport à 2020. Toutes les régions connaissent une hausse de leurs immatriculations, à l'exception de l'Île-de-France (- 1 %) et de la Bretagne (- 7 %).



Source : **Profession coiffeur. Les chiffres clés 2021.** / Unec. - in : UNEC, 01/10/2022, 38 p. - En ligne sur le site de l'[UNEC](#)

Transports : créations d'entreprises en 2020 [Rapport OPTL]

Le rapport 2021 de l'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications dans les transports et la logistique - OPTL fournit des données statistiques au 31 décembre 2020 sur le secteur des transports et de la logistique (dont déménageurs, ambulanciers). En 2020, le nombre de créations d'établissements a progressé de 5 % dans le déménagement pour s'établir à 215, et reculé de 43 % dans le transport sanitaire, pour atteindre 132 créations.

Source : **Rapport 2021 de l'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications dans les transports et la logistique.** / Observatoire prospectif des métiers et des qualifications dans les transports et la logistique - OPTL. - [S.l.] : Observatoire prospectif des métiers et des qualifications dans les transports et la logistique - OPTL, 01/11/2021, 102 p.- En ligne sur le site de l'[OPTL](#)

Automobile : créations d'entreprises en 2020 [Rapport des données sociales ANFA]

Le bilan 2020 du rapport de branche de l'ANFA fait état des créations d'entreprises en 2020, selon la catégorie juridique et l'activité principale. En 2020,

- 7 363 entreprises de réparation automobile (code NAF 4520A) ont été créées, dont 4 400 sous le statut de micro-entreprise.
- 178 entreprises de contrôle technique automobile (code NAF 7120A) ont été créées, dont 27 sous le statut de micro-entreprise.
- 691 entreprises de commerce et réparation de cycles et motocycles (code NAF 4540Z) ont été créées, dont 382 sous le statut de micro-entreprise.

Source : **Données sociales de la Branche des services de l'automobile. Edition 2021.** / OBSA , Observatoire ANFA. - Suresnes : Observatoire de Branche des Services de l'Automobile (OBSA), 28/01/2022, 68p.- En ligne sur le site de l'[ANFA](#)

5 - IMAGE DE L'ENTREPRENEURIAT

47 % des 18-30 ans veulent créer leur entreprise [OpinionWay pour France Active]



47 %

des 18-30 ans veulent
créer leur entreprise

OpinionWay, 3 ans après le dernier baromètre, a de nouveau sondé les Français pour France Active, sur leur envie d'entreprendre.

L'enquête réalisée en février 2022 auprès d'un échantillon de 1 019 personnes de 18 ans et plus révèle que 47 % des jeunes de 18-30 ans veulent créer leur entreprise (+ 5 points par rapport à 2019), ce taux montant à 53 % chez les 18-24 ans (+14 points). Le statut d'indépendant est d'ailleurs préféré au salariat par 36 % d'entre eux.

La crise sanitaire a cependant accentué la crainte de l'échec (41 %, soit + 7 points), la conscience des risques liés à la création d'entreprise et à l'insécurité de l'emploi étant plus forte. La principale crainte est liée au financement (43 %, - 12 points)

Leur motivation pour créer une entreprise est avant tout liée à une volonté de "faire bouger le monde". Le modèle type SCOP, où tous les salariés seraient décisionnaires, est d'ailleurs plébiscité par 31 % d'entre eux tandis que 29 % souhaitent que leur entreprise soit capable de créer du lien social, et 27 % qu'elle porte un projet lié au développement durable et à l'environnement.

Source : **Baromètre Jeunes et création d'entreprise. Sondage OpinionWay pour France Active. 1 jeune sur 2 souhaite se lancer dans l'entrepreneuriat, et pour beaucoup dans un projet d'entreprise engagée!** / France Active.- in : site France Active, 17/02/2022, 3p. - En ligne sur le site de [France Active](https://www.franceactive.com)

Regard sur l'entrepreneuriat populaire [OpinionWay pour l'Adie]

A l'occasion de la sortie de son "Mégaphone, plaidoyer pour un entrepreneuriat populaire", l'Adie a confié à OpinionWay la réalisation de deux études, auprès de 1 149 entrepreneurs et porteurs de projet et auprès d'un échantillon représentatif de 5 188 Français de plus de 18 ans, sur l'entrepreneuriat populaire en France.

La consultation des petits entrepreneurs locaux révèle que ceux-ci ne se sentent pas pleinement reconnus par les politiques comme des entrepreneurs à part entière. Une part d'entre eux estime se trouver dans une situation inégalitaire et 93 % demandent une convergence de leurs droits sociaux avec ceux des salariés (59 % souhaitent une assurance chômage en cas de cessation d'activité, 49 % une meilleure couverture du risque professionnel).

Leurs principales motivations pour se lancer dans l'entrepreneuriat sont la liberté dans le travail (79 %), l'envie de donner du sens à leur travail (65 %), et le besoin de s'insérer professionnellement (54 %).

Ils souhaitent s'engager dans le développement d'une économie durable et de proximité : en contribuant au dynamisme de leur territoire (89 %), en encourageant une consommation responsable (82 %) ou en créant des emplois localement (70 %).

1/3 d'entre eux souhaitent prioritairement être soutenus dans leur transition écologique.

Le regard des Français sur les petits entrepreneurs locaux et le travail indépendant est positif. Ils reconnaissent leur rôle positif dans la société, au niveau local comme national, considérant que la croissance de leur nombre est source de dynamisme de l'économie de proximité, favorable à la croissance économique, positive pour l'emploi, notamment des jeunes, et vecteur d'une consommation éco-responsable.

45 % des Français envisagent une activité entrepreneuriale à un moment de leur vie (73 % chez les 18-24 ans), principalement pour augmenter leurs revenus, avoir une plus grande flexibilité, et donner plus de sens à leur travail.

Sources :

Les résultats de la consultation sur l'entrepreneuriat populaire en France / OpinionWay pour Adie.- in : site OpinionWay, 04/02/2022, 4p. - En ligne sur le site [d'Opinion Way](#)

Le Mégaphone de l'Adie. Plaidoyer pour un entrepreneuriat populaire / Adie.- in : site Adie, 02/02/2022, 9p. - En ligne sur le site de l'[Adie](#)

Indice entrepreneurial français 2021 [Bpifrance Création/Ifop]

L'indice entrepreneurial français (IEF) rend compte tous les deux ans de la chaîne entrepreneuriale et de la culture entrepreneuriale en France. L'édition 2021, actualisation des éditions 2016 et 2018, comporte exceptionnellement deux modules supplémentaires, portant sur les impacts structurels potentiels de la crise du Covid-19 sur l'entrepreneuriat, et sur l'accès aux financements externes. L'IEF s'appuie sur une enquête réalisée par l'Ifop, auprès d'un échantillon de 5 500 Français de 18 ans et plus (dont 500 personnes résidant dans les quartiers de la politique de la ville (QPV)).



30 %

des Français participent
à la dynamique entrepreneuriale
de la France

L'IEF révèle que 3 Français sur 10 s'inscrivent dans la chaîne entrepreneuriale (chiffre stable par rapport à 2018) et 20 % dans les QPV (+ 6 %). On dénombre 11 % de porteurs de projet (+ 4 % par rapport à 2018) mais la part des intentionnistes est en recul (9 %, contre 14 % en 2016) notamment en raison de la crise sanitaire.

La crise sanitaire semble avoir eu un impact assez diffus : 4 chefs d'entreprise sur 10 ayant repris une entreprise l'ont fait dans le cadre d'une procédure collective imputable à la crise du Covid-19, et 4 ex-chefs d'entreprise sur 10 déclarent que la cessation de leur activité est une conséquence de la pandémie.

Les 3/4 des chefs d'entreprise disent avoir été impactés par la crise (sans que leur part diminue) et 1 sur 5 en a profité pour réfléchir à sa vision entrepreneuriale ou faire évoluer sa stratégie.

Les moins de 30 ans sont plus concernés par l'entrepreneuriat que leurs aînés. De même, l'engagement entrepreneurial est plus fort chez les hommes (1 sur 3) que chez les femmes (1 sur 4) même si l'implication féminine progresse (notamment dans les QPV).

L'attrait pour l'entrepreneuriat est majoritairement lié à la volonté d'accorder sa vie personnelle et sa vie professionnelle, mais la crainte d'avoir un revenu instable ou insuffisant est souvent exprimée, jusqu'à deux ans après la création d'entreprise. L'innovation et l'adoption d'une démarche respectueuse de l'environnement sont des axes de développement systématiquement perçus comme importants chez les répondants.

L'IEF fournit des données détaillées sur l'exposition entrepreneuriale, l'impact du Covid-19 sur la situation professionnelle, sur l'activité des micro-entrepreneurs, le profil des chefs d'entreprise, les ex-chefs d'entreprise, les porteurs de projet, les intentionnistes, ceux qui sont en-dehors de la chaîne entrepreneuriale (freins à un projet entrepreneurial), la culture entrepreneuriale (en général et en QPV) : le choix de carrière jugé le plus intéressant, les perceptions détaillées à l'égard de l'entrepreneuriat, les aptitudes personnelles, l'expérience de différentes situations liées à l'entrepreneuriat. Trois rapports distincts concernant les femmes et les jeunes et les habitants des quartiers prioritaires (QPV) sont également présentés.

Source : **Indice entrepreneurial français 2021**. / Bpifrance Création, IFOP. - Paris : Bpifrance Création, 09/12/2021, 133 p. - En ligne sur le site de Bpifrance Création : l'[IEF 2021](#), les volets [Femmes](#), [Jeunes](#), [QPV](#)

Image de l'entrepreneuriat auprès des lycéens professionnels et des étudiants [Sondage OpinionWay pour Moovjee]

La 7ème édition du sondage OpinionWay pour Moovjee [*], sur les étudiants et l'entrepreneuriat, indique que les jeunes ont toujours l'envie d'entreprendre malgré la crise économique liée au Covid-19.

La présentation des résultats s'organise autour de 5 thèmes : l'image de l'entrepreneur en France, les étudiants se voient-ils en entrepreneurs ?, les enjeux de l'entrepreneuriat quand on débute, l'entrepreneuriat des étudiants dans le contexte de crise, les étudiants et le mentorat.

91 % jugent difficile de créer une entreprise en étant étudiants ou à la fin de ses études (95 % en 2009). 74 % n'ont reçu aucune information sur les dispositifs d'aides à la création d'entreprise. 42 % envisagent un jour de créer ou reprendre une entreprise (20 % n'y ont pas encore réfléchi). Pour 23 % des étudiants interrogés, la confiance en l'autre, la bienveillance, l'entraide, la solidarité sont les valeurs entrepreneuriales qu'ils souhaiteraient mettre en avant au sein de leur entreprise. "Le mentorat semble concrétiser pour eux une solution d'accompagnement efficace".

[*] Echantillon de 1 048 lycéens professionnels et d'étudiants français. Les interviews ont été réalisées du 30 avril au 14 mai 2021.

Source : **Baromètre Les étudiants et l'entrepreneuriat. Vague 7.** / Opinion Way, Moovjee, CIC. - in : Opinion way, 28/05/2021, 36p. - En ligne sur le site de [Moovjee](#)

21 % des Français envisagent de créer ou de reprendre une entreprise [Sondage Opinion Way]

Selon les résultats d'un sondage mené par Opinion Way pour GO Entrepreneurs auprès de 1008 personnes début janvier 2021, sur les Français, leur envie d'entreprendre et de développer leur entreprise, 25 % des Français estiment que la crise économique et sanitaire est une période d'opportunités. Un Français sur 5 envisage de créer ou reprendre un jour une entreprise, soit 11 millions d'entrepreneurs potentiels.

58 % d'entre eux auraient envie de le faire dans les deux années à venir (+ 4 % par rapport à janvier 2020) et 34 % ont déjà préparé leur projet.

Source : **Les Français, leur envie d'entreprendre et de développer leur entreprise.** / Opinion Way. - in : Opinion way, 14/01/2021, 18 p.- En ligne sur le site d'[Opinion Way](#)

Rhône : regards croisés sur l'entrepreneuriat [Enquête CMA / MAAF]



créent leur entreprise
pour être leur propre chef

La Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône a mené en 2019, en partenariat avec MAAF Pro, une enquête auprès de dirigeants d'entreprises (artisanat et hors artisanat), de porteurs de projet et autres salariés / demandeurs d'emploi/ étudiants, sur leur vision de l'entrepreneuriat (71 répondants, dont 61 % appartiennent au secteur artisanal).

Les dirigeants ont principalement créé leur entreprise pour être leur propre chef, par passion ou pour avoir plus de souplesse. Ce sont les mêmes motivations qui animent les demandeurs d'emploi et salariés. Interrogés sur leur adhésion aux actions d'accompagnement à la création d'entreprise et au développement d'entreprise, ils sont principalement intéressés pour intégrer un réseau, bénéficier d'accompagnements à la création ou au développement. "Lorsque les chefs sont installés, leurs besoins en accompagnement et en formation évoluent et s'axent davantage sur l'acquisition de compétences pour le développement de l'entreprise". Concernant le plafond de verre, les répondants estiment qu'il est plus difficile pour une femme que pour un homme de créer son entreprise.

Source : **Analyse de l'enquête "Regards croisés sur l'entrepreneuriat".** / CMA Rhône, MAAF. - in : CMA Rhône, 01/06/2020, 8 p. - En ligne sur le site de la [CMA du Rhône](#)

6 - PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

→ Transmission - reprise d'entreprise

Transmission d'entreprise : nouvelles dimensions du modèle d'intention de cession

Les auteurs ont étudié, à partir notamment d'une enquête menée auprès d'un échantillon de dirigeants de plus de 55 ans en Corse, l'impact des différentes formes d'engagement (l'« engagement affectif » et l'« engagement instrumental », chacun envers l'entreprise et envers le métier d'entrepreneur) sur l'intention de ceux-ci de céder leur entreprise dans un futur proche.

Il en ressort que l'engagement affectif envers l'entreprise a une influence plus positive sur le projet de cession tandis que l'engagement instrumental a une relation négative. Les auteurs invitent donc les parties prenantes (collectivités, chambres consulaires) à développer chez leurs cédants potentiels cet engagement affectif envers leur entreprise, via notamment la responsabilité sociétale de l'entrepreneur. Bibliographie.

Communication réalisée dans le cadre de la 31^{ème} conférence internationale de management stratégique de l'AIMS (31 mai-juin 2022, Annecy).

Source : **Cession de TPE-PME : le rôle du profil d'engagement du dirigeant sur l'intention de céder son entreprise.** / Boissin Jean-Pierre, Gabay-Mariani Laëtitia, Lameta Nathalie. - in : AIMS, 31/05/2022, 25 p. - En ligne sur le site de [l'AIMS](#)

Influence du mentorat sur la stratégie reprenariale

La population française vieillit et le nombre d'entreprises à reprendre augmente. Un travail universitaire s'appuie sur une étude menée auprès de 278 repreneurs pour montrer "l'intérêt, lors de la prise de fonction du repreneur, de construire une stratégie tournée vers la poursuite de nouvelles opportunités et prenant appui sur le mentorat." Bibliographie.

Source : **Stratégie reprenariale et performance en PME. Rôle du mentorat dans la reprise externe.** / Boumedjaoud Dorian, Messeghem Karim. - in : Revue française de gestion, 01/09/2020, n°290, 19p. En ligne sur [CAIRN.info](#) [Accès restreint]

Exemplarité du dirigeant et pérennité des entreprises familiales

Les auteurs analysent la relation entre entrepreneuriat et entreprise familiale et montrent comment l'exemplarité du dirigeant (et plus particulièrement du fondateur) peut aider à "diffuser un esprit d'entreprendre intergénérationnel, crucial pour le développement et la pérennité de leur entreprise".

Source : **Le rôle de l'exemplarité pour favoriser l'esprit entrepreneurial dans les entreprises familiales.** / Zhe Wang Léa, Gouédard Marine. - in : Entreprendre & Innover, 01/05/2020, n°44, 10 p.- En ligne sur [CAIRN.info](#) [Accès restreint]

Influence de la transmission familiale sur les trajectoires des travailleurs indépendants [Thèse]

La thèse porte sur l'influence de la transmission familiale sur les trajectoires des travailleurs indépendants. Elle s'interroge plus précisément sur la manière dont les modalités de transmission impactent "les trajectoires, le rapport au travail, les représentations de l'entreprise, les comportements entrepreneuriaux et l'imbrication travail-famille". Elle élabore une typologie des entrepreneur-e-s (les héritiers de l'entreprise familiale, les héritiers de l'indépendance professionnelle, les autodidactes), chaque catégorie n'ayant pas bénéficié des mêmes modalités de transmission au sein du cercle familial. La place (rang et sexe) dans la fratrie définit ce pour quoi on est désigné dans la transmission. Annexes, bibliographie.

Thèse de doctorat en sociologie, soutenue dans le cadre de l'école doctorale Sociétés, Espaces, Pratiques, Temps, de l'Université de Bourgogne-Franche-Comté.

Source : **Devenir entrepreneur-e. Socio-anthropologie de la transmission d'une place d'indépendant-e.** / Sposito Maylis. - Besançon : Université Bourgogne Franche-Comté, 10/11/2017, 360 p. - En ligne sur le site de [Theses.fr](https://theses.fr)

Analyse de la représentation de l'opportunité d'affaires chez le repreneur personne-physique

Les auteurs analysent la représentation de l'opportunité d'affaires chez le repreneur personne-physique, en s'appuyant sur un échantillon de 4 repreneurs du Réseau Entreprendre, avec une approche par le paradigme de l'opportunité, qui est composé de 5 attributs : perspectives de développement, connaissances antérieures, réseau, localisation de l'entreprise et intuition.

Communication réalisée dans le cadre de la XXVIe Conférence Internationale de Management Stratégique (AIMS), Lyon, 7-9 juin 2017. Bibliographie.

Source : **Identification des opportunités entrepreneuriales dans le contexte de la reprise par un tiers.** / Boumedjaoud Dorian, Messeghem Karim. - in : AIMS, 09/06/2017, 20 p. - En ligne sur le site de l'[AIMS](https://aims.fr)

Analyse de l'entrée en fonction du repreneur au sein d'une TPE [Thèse]

La thèse porte sur la façon dont se déroule l'entrée en fonction du repreneur au sein d'une TPE saine, et sur les moyens qui peuvent lui permettre de mieux réussir le changement, durant la période de management de la reprise. Elle s'appuie sur une étude empirique menée auprès d'une population de repreneurs et de salariés de TPE récemment reprises, afin de "décrire le processus de reconstruction collective de sens post-reprise consécutif au changement de dirigeant et en offrir une modélisation", "définir quels sont les facteurs de création et de perte de sens pouvant être rencontrés lors de cette étape", et "montrer comment le repreneur de TPE en tant que nouveau leader peut influencer sur le processus de sensemaking". Elle s'appuie également sur différentes actions dont celle de la région Auvergne-Rhône-Alpes qui a mis en place plusieurs programmes d'accompagnement de la transmission ou encore sur celle des CMA (sensibilisation des chefs d'entreprises à la reprise, partenariat avec les IUT, réalisation de diagnostics des entreprises à céder, BROA, accompagnement des repreneurs).

Thèse de doctorat en sciences de gestion soutenue dans le cadre de l'Ecole doctorale Sciences de l'homme, des organisations et de la société (SHOS) de l'Université de Bretagne Occidentale.

Source : **Management de la reprise par un tiers : le cas des TPE saines.** / Mouhli Karim. - Brest : Université de Bretagne Occidentale, 07/10/2016, 461 p.- En ligne sur le site de [TEL-serveur de thèses multidisciplinaire](https://tel-seveur.de.theses.multidisciplinaire)

➔ Accompagnement à l'entrepreneuriat

Pratiques d'accompagnement au sein des écosystèmes entrepreneuriaux

Basé sur une étude qualitative menée auprès d'organismes d'accompagnement en Hauts-de-France et Centre Val de Loire, un travail universitaire étudie le rôle joué par ces organismes d'accompagnement (OA) dans la diffusion des logiques institutionnelles au sein des écosystèmes entrepreneuriaux (LIEE). Bibliographie.

Source : **Diffusion des logiques institutionnelles au sein des écosystèmes entrepreneuriaux. Le rôle clé des organismes d'accompagnement.** / Chasserio Stéphanie, Lebegue Typhaine, Poroli Corinne. - in : Revue française de gestion, 20/04/2022, n°302, 27p. - En ligne sur [Cairn.info](https:// Cairn.info) (à l'achat)

Regard sur les outils d'accompagnement à l'entrepreneuriat

Interview de Corinne Renard, directrice de la pépinière Eole du Grand Narbonne dans l'Aude, et Claire Raveneaux, responsable du pôle Entreprendre à la CCI du Gard, par Yann Papastratis, responsable Marketing de la Chambre de métiers et de l'artisanat Occitanie, en charge de la coordination de la création-transmission d'entreprises, co-fondateur avec Marie-Hélène Girbau Grimoin du congrès Pro'Créa.

Les deux interviewées "portent un regard distancié" par rapport aux outils qu'elles utilisent dans leurs accompagnements de porteurs de projets.

Parmi les outils évoqués dans l'entretien, figure SUPERNOVA, une application pour aider à la compréhension de son modèle économique et à la construction du plan d'affaires. Cet outil a été adopté, depuis sa création, par la CMA Occitanie, qui a décidé de l'associer à sa boîte à outils à l'issue d'une expérimentation de 5 mois (80 conseillers ou formateurs l'ont testé avec 184 entrepreneurs en accompagnement individuel ou en formation collective)

Source : **Retour réflexif sur l'usage des outils par des accompagnateurs expérimentés.** / Papastratis Yann, Girbau-Grimoin Marie-Hélène. - in : Entreprendre & Innover, 01/05/2022, n°51, 11 p.

Evolutions de l'accompagnement à l'entrepreneuriat

L'accompagnement entrepreneurial est en mutation, principalement en raison de deux facteurs : "la transformation du monde du travail, et celle induite par le digital". L'offre d'accompagnement s'est fortement densifiée et oblige les structures d'accompagnement "historiques" à faire "évoluer leur culture de service public vers une culture libérale incarnée par une concurrence accrue". Se pose également la question de la gratuité de l'accompagnement, et de l'adéquation des financements publics avec les besoins.

Les accompagnateurs doivent approfondir leurs compétences dans trois domaines : analyse du besoin, mobilisation de soft skills et aptitudes pédagogiques, pour remettre l'humain au cœur de la mission des organismes d'accompagnement.

L'article s'appuie sur l'interview de 27 professionnels de l'accompagnement en marge du colloque ProCréa organisé du 5 au 7 juin 2019 par la CCI et la Chambre de métiers et de l'artisanat Occitanie Pyrénées-Méditerranée, ainsi que sur les propos tenus lors des ateliers lors de ce colloque.

Source : **Accompagnement entrepreneurial : le point de bascule.** / Bornard Fabienne, Frugier Dominique, Michel Dominique-Anne. - in : Entreprendre & Innover, 2019, n°40, 18 p.- En ligne sur [CAIRN.Info](https://cairn.info) [Accès restreint]

Analyse de la place des plateformes de financement participatif dans l'accompagnement de la création d'entreprise

Les auteurs étudient la place et le rôle des plateformes de financement participatif dans l'écosystème de l'accompagnement, ainsi que les formes de coopération qu'elles peuvent nouer avec les acteurs en place, en s'appuyant sur l'observation de l'écosystème de l'accompagnement à la création d'entreprises sur le territoire de la Touraine (dont la chambre des métiers d'Indre-et-Loire). Ils soulignent le rôle important du crowdfunding dans la construction de l'écosystème d'accompagnement. Bibliographie.

Source : **La foule. Un nouvel acteur dans l'accompagnement à la création d'entreprise.** / Calme Isabelle, Onnée Stéphane, Zoukoua Eric-Alain. - in : Revue française de gestion, 01/06/2016, n°258, 13 p. Article en vente sur le site de la [Revue Française de gestion](https://www.revfrg.com)

Analyse des parcours de création d'entreprise chez les jeunes et les seniors [Thèse]

L'auteur analyse les processus de création d'entreprise par des jeunes et des seniors, de l'idée originelle à l'élaboration du projet puis sa mise en place. Elle a pour objectif de "comprendre comment

s'effectue et s'opère la décision d'entreprendre et l'apprentissage de l'entrepreneuriat en lien avec les trajectoires individuelles". Elle s'appuie sur des enquêtes qualitatives menées en Lorraine et Ile-de-France auprès d'organismes d'aide et d'accompagnement à la création (dont les chambres de métiers des Vosges et de Paris), de jeunes porteurs de projets et de seniors.

Thèse de doctorat en sociologie, soutenue dans le cadre de l'école doctorale de Sciences sociales de l'Université Paris 8 - Vincennes Saint-Denis.

Source : **De l'idée au projet : les parcours des créateurs d'entreprise jeunes et seniors**. / Roser Parmentier Paméla. - Saint-Denis : Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, 17/11/2015, 468 p. - En ligne sur le site de [Theses.fr](https://theses.fr)

BIBLIOGRAPHIE

- SELECTION DE TRAVAUX -

Le service Veille Artisanat de CMA France assure, au plan national et territorial, une activité de veille, capitalisation, recherche et diffusion d'information qui couvre l'ensemble des enjeux et métiers de l'artisanat et de l'économie de proximité. Ouvert à tous ceux qui s'intéressent à la petite entreprise et à son environnement, il met à disposition un ensemble d'outils et services qui s'adressent en priorité aux agents des réseaux d'accompagnement et administrations, aux entreprises, ainsi qu'aux élus, afin de faciliter l'accès à l'information stratégique.

SUIVRE LES GRANDS ENJEUX AU QUOTIDIEN

La plateforme **Veille Artisanat** permet de suivre au quotidien les grands enjeux de l'artisanat et de l'économie de proximité à travers 23 dossiers sectoriels et thématiques <https://veille.artisanat.fr/>

UNE VEILLE ADAPTEE A VOS BESOINS

Un service « sur mesure » d'alertes mail ou flux RSS, permet de recevoir les informations d'actualité en fonction de vos centres d'intérêt - thématiques ou sectoriels - sur le plan national ou pour une région.

Ce service est également proposé pour smartphones et tablettes, à travers l'application mobile « Veille Artisanat », téléchargeable gratuitement sur l'Apple Store et Google Play

RETROUVER LES INFORMATIONS CLES

La base documentaire **InfoArtisanat** référence plus de 5 300 documents sur les grands enjeux des entreprises de proximité. La recherche sur la base documentaire est possible à distance :

<https://infoartisanat.artisanat.fr>

Les documents sont majoritairement accessibles en ligne.

UN SERVICE D'ASSISTANCE INFORMATIONNELLE

Vous souhaitez obtenir une aide pour votre recherche ? Veille Artisanat peut vous communiquer une sélection de ressources, mener une veille ponctuelle spécifique ou vous orienter vers la structure adéquate.

RELAYER/DIFFUSER L'INFORMATION

Les différents outils mis en place par le service Veille Artisanat peuvent être relayés sur vos supports d'information (site, blog, intranet, newsletter...)

Un service de fourniture de contenus d'actualité thématiques, sectoriels ou régionaux, exportables sous forme de flux RSS, ou d'encarts Facebook ou Twitter peut également être assuré.

Contact : veille@cma-france.fr

Suivez-nous sur : veille.artisanat.fr



Chambres
de **Métiers**
et de l' **Artisanat**